

24 / 0267

# ARRÊTÉ DU MAIRE

## ARRÊTÉ TEMPORAIRE Permission de voirie Occupation du domaine public N°19 rue des Alouettes

N/Ref. 129/GH/DD/YL/VT

Le Maire de la Commune de Montgeron,  
Conseillère régionale d'Ile de France,

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de voirie routière,  
Vu l'état des lieux,

Considérant la demande de **l'entreprise GH2E** dont le siège social est situé 9/11 rue Henri Dunant 91070 BONDOUFLE, d'occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux de terrassement pour un branchement électrique sous trottoir, au droit du N°19 rue des Alouettes à Montgeron,  
Considérant la nécessité de prendre des mesures pour garantir la sécurité des usagers,

### ARRÊTE

- Article 1 **L'entreprise GH2E pour le compte d'ENEDIS**, est autorisée à travailler sur le domaine public afin d'effectuer des travaux de terrassement pour un branchement électrique sous trottoir (PC 091 421 22 10061 du 06/01/2023), au droit du N°19 rue des Alouettes à Montgeron. Les travaux s'effectueront sous trottoir. Le stationnement sera neutralisé au droit du chantier. **La reprise des enrobés sur trottoir devra s'effectuer en pleine largeur.**
- Article 2 **Les travaux se dérouleront du mercredi 15 mai au mercredi 5 juin 2024 de 09h00 à 17h00**, période à l'issue de laquelle le pétitionnaire devra remettre les lieux en état. Le bénéficiaire de la présente autorisation sera responsable vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ces installations.
- Article 3 Le présent arrêté devra être affiché 48 heures à l'avance sur un support rigide, plastifié (en cas de pluie) et aucun ruban adhésif ne doit être utilisé pour son affichage.
- Article 4 La permission de voirie est accordée à charge pour le pétitionnaire de se conformer aux conditions suivantes : une signalisation provisoire de chantier devra être mise en place conformément à la réglementation en vigueur, le balisage, si besoin est, devra être réalisé à l'aide de dispositifs de type GBA plastique, des panneaux lumineux de type B21 devront renforcer la signalisation. Le pétitionnaire est avisé qu'il engage entièrement sa responsabilité quant aux précautions à prendre pour assurer la sécurité des passants.
- Article 5 Tout véhicule se trouvant en stationnement dans les périmètres précités sera, le cas échéant, mis en fourrière aux frais de son propriétaire.
- Article 6 Ampliation du présent arrêté sera transmise :
  - A Monsieur le Commissaire de Police
  - A Madame la Cheffe de Service de la Police Municipale
- Article 7 Le Directeur Général des Services ou la Directrice Générale Adjointe des Services de la Commune de Montgeron est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- Article 8 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Mme le Maire et/ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Montgeron le,

19 AVR. 2024



Sylvie CARILLON  
Maire de Montgeron  
Conseillère Régionale d'Ile-de-France